

Société

L'ANTISÉMITISME ET LA NOUVELLE MAISON

Iannis Roder

19/10/2026

Si les propos antisémites prêtés à Jordan Bardella rappellent qu'à l'extrême droite, la haine des juifs prospère, la gauche constitue-t-elle encore aujourd'hui le rempart contre l'antisémitisme qu'elle fut auparavant ? En réaction aux **résultats d'une enquête¹ de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès que Noé Fridman et François Kraus analysent dans une **étude** qui vient de paraître, Iannis Roder, professeur d'histoire-géographie et directeur de l'Observatoire de l'éducation de la Fondation Jean-Jaurès, livre son point de vue.**

[Les résultats complets de l'enquête](#)

Lutter contre l'antisémitisme est un réflexe de la gauche depuis l'affaire Dreyfus. L'engagement de personnalités comme Jean Jaurès ou Léon Blum joua un grand rôle dans l'abandon par la gauche des discours qui faisaient des juifs les complices du capitalisme et de l'ordre bourgeois. Depuis cette époque, elle s'est régulièrement dressée contre la haine antijuive quand elle émane des forces conservatrices ou de l'extrême droite. Les années 2000 ont introduit un premier malaise, entre autres parce que les actes et propos antisémites qui se sont alors multipliés en France après la seconde intifada et le 11 septembre 2001 ont d'abord été le fait de personnes issues de populations d'origine ou de culture musulmane et immigrée. Le logiciel de la gauche s'est alors bloqué selon le principe, simpliste, que des victimes sociales, descendantes de victimes de l'histoire (coloniale), ne pouvaient être des bourreaux... C'est la période où les Français juifs ont commencé à se sentir abandonnés par les forces progressistes en qui ils savaient, jusque-là, pouvoir trouver des alliés. Une partie de la gauche, notamment sa part radicale, a entamé une stratégie de négation du réel, refusant de voir l'antisémitisme qui s'exprimait alors.

Une vingtaine d'année plus tard, cette enquête de l'Ifop et de la Fondation Jean-Jaurès menée auprès des Français et des sympathisants de gauche au sujet de la lutte contre l'antisémitisme nous donne à voir ce que le philosophe Bruno Karsenti, professeur de philosophie politique à Sciences Po Paris, a théorisé sous le terme de « déni de l'antisémitisme² », en expliquant qu'il devient dès lors très difficile de lutter contre un phénomène (réel) qui, pour ceux qui en sont à

l'origine, n'existe pas. L'enquête montre ainsi, entre de nombreuses informations, que deux slogans particulièrement en vogue dans la gauche radicale – « De la rivière à la mer, la Palestine sera libre » (*From the river to the sea, Palestine will be free*) et « Sionistes hors de nos facs » ou « Sionistes hors de nos villes » – sont adoptés par 48 % des personnes situées à gauche (36 % des Français) pour le premier et par 25 % des sympathisants de gauche (19 % de l'ensemble des Français) pour le second. Bien évidemment, il n'est pas ici question de « juifs » mais de « sionistes » et de la « libération » de la Palestine et non de « mettre les juifs à la mer »... De fait, pour 63 % des personnes de gauche, le slogan « De la rivière à la mer... » n'est pas antisémite (59 % des Français), et 35 % pensent la même chose pour « Sionistes hors de nos villes » ou « de nos facs » (34 % des Français). Mais ces slogans sont-ils porteurs d'antisémitisme ? Cela revient à poser la question de savoir si refuser aux juifs le droit d'avoir un État où ils sont majoritaires comme nation sur les lieux mêmes de leur longue histoire est moralement acceptable et ne relèverait pas de la haine antijuive. De quel droit refuserait-on le droit à l'autodétermination aux juifs ? Où iraient ces juifs dont on sait que l'Europe les a si bien traités et dont quelques millions aujourd'hui, originaires des pays arabo-musulmans d'où leurs familles ont été chassées, n'ont rien à voir avec ce continent ? Si considérer qu'ils doivent partir pour que la Palestine soit « libre » n'est pas de la haine antijuive, qu'est-ce donc ? Par ailleurs, quand on crie « Sionistes hors de nos facs » ou « de nos villes », comment peut-on savoir qui serait « sioniste » ou ne le serait pas ? Faut-il que chaque juif fasse la démarche de « se convertir » à la bonne pensée, comme ils devaient le faire, durant le Moyen Âge, au christianisme pour échapper aux persécutions ? Faut-il qu'ils aillent habiter dans des quartiers séparés pour être « hors de nos villes », ou étudier ailleurs, comme quand la Pologne antisémite ne leur donnait pas accès à l'université ? Décider qu'il y aurait des « bons juifs » et des « mauvais juifs » ne serait-il pas de l'antisémitisme ? Visiblement non pour une partie importante des Français de gauche et davantage encore pour la gauche radicale – les sympathisants de La France insoumise sont 72 % à estimer que « De la rivière à la mer... » n'est pas antisémite et 51 % que « Sionistes hors de nos villes » ou « de nos facs » ne l'est pas non plus. Mais il ne faut pas croire que la gauche « modérée » soit à l'abri de ce déni, car respectivement 51 % et 44 % des sympathisants socialistes pensent la même chose.

Face à ce constat des plus inquiétants qui illustre le concept du « déni d'antisémitisme », on ne peut s'empêcher de penser que l'antisémitisme, bien réel, a pourtant trouvé, chez certains à gauche, aux côtés de ses habitats traditionnels à l'extrême droite dont l'affaire Bardella est venue opportunément nous rappeler la réalité, une nouvelle maison.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Enquête Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès menée en ligne du 9 au 15 juillet 2026 auprès de 3000 personnes représentatives de la population française de 18 ans et plus, dont 1242 se positionnant à gauche. La représentativité a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
2. Bruno Karsenti, « L'antisémitisme du déni et le nouveau procès des juifs », *Revue K*, 11 décembre 2025 ; voir aussi son livre *Les paradoxes de l'intégration. L'Europe et les juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 2025.